ASSEMBLÉE NATIONALE

11 mars 2016

CRÉATION, ARCHITECTURE ET PATRIMOINE - (N° 3537)

Adopté

AMENDEMENT

N° AC46

présenté par
M. Bloche, rapporteur

ARTICLE 7 TER

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Une part ne pouvant excéder 1 % des sommes provenant de la rémunération pour copie privée est affectée par ces organismes au financement des enquêtes d'usage réalisées, en application du troisième alinéa de l'article L. 311-4, par la commission mentionnée à l'article L. 311-5. » ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de revenir au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, à l'initiative de notre collègue Marcel Rogemont.

La commission de la Culture du Sénat a triplement complété la rédaction issue des travaux de l'Assemblée nationale en première lecture : elle a en premier lieu imposé que les organismes de gestion de la rémunération pour copie privée – Copie France aujourd'hui – fasse, à l'instar des sociétés de gestion collective, l'objet d'un agrément conjoint des ministres concernés ; en second lieu, il est fait mention de « cahiers des charges » qui devront être élaborés par la commission de la copie privée et s'imposeront aux études d'usage ; enfin, la commission a choisi de confier à la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) la réalisation de ces études.

Le rapporteur juge totalement injustifié de confier à la Hadopi la réalisation des études d'usage et vous propose donc de revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.